

face au rejet de LA PRÉSIDENTIELLE et à l'impasse politique

Gaïd Salah durcit le ton



©
D.R.

Pour le chef d'état-major, les opposants aux options du régime "ont adopté la voie des appels directs au rejet de toute action qui peut concourir à résoudre la crise, croyant qu'ils pourront échapper à l'emprise de la justice".

Après des semaines d'absence médiatique, le chef d'état-major de l'armée revient avec un nouveau discours. Ahmed Gaïd Salah redevient menaçant et réaffirme son soutien à la feuille de route du chef de l'État, Abdelkader Bensalah. Dans une nouvelle adresse prononcée hier devant des officiers de l'armée, Ahmed Gaïd Salah montre des signes d'impatience. Il traite les opposants à la "solution constitutionnelle" d'"inféodés à la bande" et menace ceux qui proposent la transition politique de "poursuites judiciaires".

Pour le chef d'état-major, les opposants aux options du régime "ont adopté la voie des appels directs au rejet de toute action qui peut concourir à résoudre la crise, croyant qu'ils pourront échapper à l'emprise de la justice". Il va jusqu'à les qualifier de "traîtres" qui ont "vendu leur âme et conscience" et "sont devenus des outils manipulables, voire dangereux entre les mains de ces cercles hostiles à notre pays". Plus qu'un constat, le discours de Gaïd Salah devient menaçant et promet même de renforcer la répression. "Il est grandement temps d'avoir une vision rigoureuse fondée sur la protection de l'intérêt suprême de l'Algérie, quant à la prise de toutes les dispositions réglementaires envers les agissements de ces traîtres contre l'avenir du peuple et le destin de la patrie", a-t-il indiqué. Pour lui, ceux qui s'opposent à l'option du pouvoir "tentent d'attenter à l'Algérie, à l'avenir de son peuple et à la pérennité de son État", et "la justice s'occupera" d'eux "tôt ou tard". Pire, c'est "là le dernier avertissement" à l'égard de tous "ceux qui marchandent avec l'avenir de la patrie et de

son intérêt suprême". Ahmed Gaïd Salah refuse d'admettre que les jeunes mis en prison pour port de l'emblème amazigh sont des détenus d'opinion. Il considère que ces jeunes "ne sont pas les enfants de ce peuple et ne savent guère sa vraie valeur, ni ses principes ou le degré de son attachement à son histoire nationale". Pis encore, l'homme accuse ceux qui les considèrent comme des détenus d'opinion d'avoir "la mentalité des corrupteurs". Dans son offensive, Ahmed Gaïd Salah pense même que les manifestations sont "infiltrées" et semble être agacé par ceux qui appellent à "un état civil et non militaire". Ce slogan est pour le chef de l'armée "mensonger" et promu par ceux qui "sèment les embûches" face à l'action de l'armée et "répugnent le bon déroulement de ce processus constitutionnel judiciaire". Ces opposants portent, selon le vice-ministre de la Défense nationale, "des idées empoisonnées" qui leur ont été "dictées par des cercles hostiles à l'Algérie et à ses institutions constitutionnelles". En revanche, Ahmed Gaïd Salah rappelle son soutien à la feuille de route d'Abdelkader Bensalah. "(...) Nous encourageons et soutenons son contenu, nous considérons sa démarche comme une des étapes importantes à franchir sur la voie de la résolution appropriée de cette crise politique que traverse le pays", a-t-il indiqué, sans grande surprise. Pour l'armée, la présidentielle est réellement comme "la clé pour accéder à l'édification d'un État fort avec des fondements sains et solides". Le chef de l'armée considère également que la prochaine élection présidentielle est "le premier fruit constitutionnel et légal de ces solutions". Ce discours belliqueux tranche avec les appels à l'apaisement lancés par l'opposition en vue d'entamer un dialogue sérieux dans la perspective d'élections propres et honnêtes. Cela risque même de compliquer l'ouverture du dialogue.

Ali Boukhlef